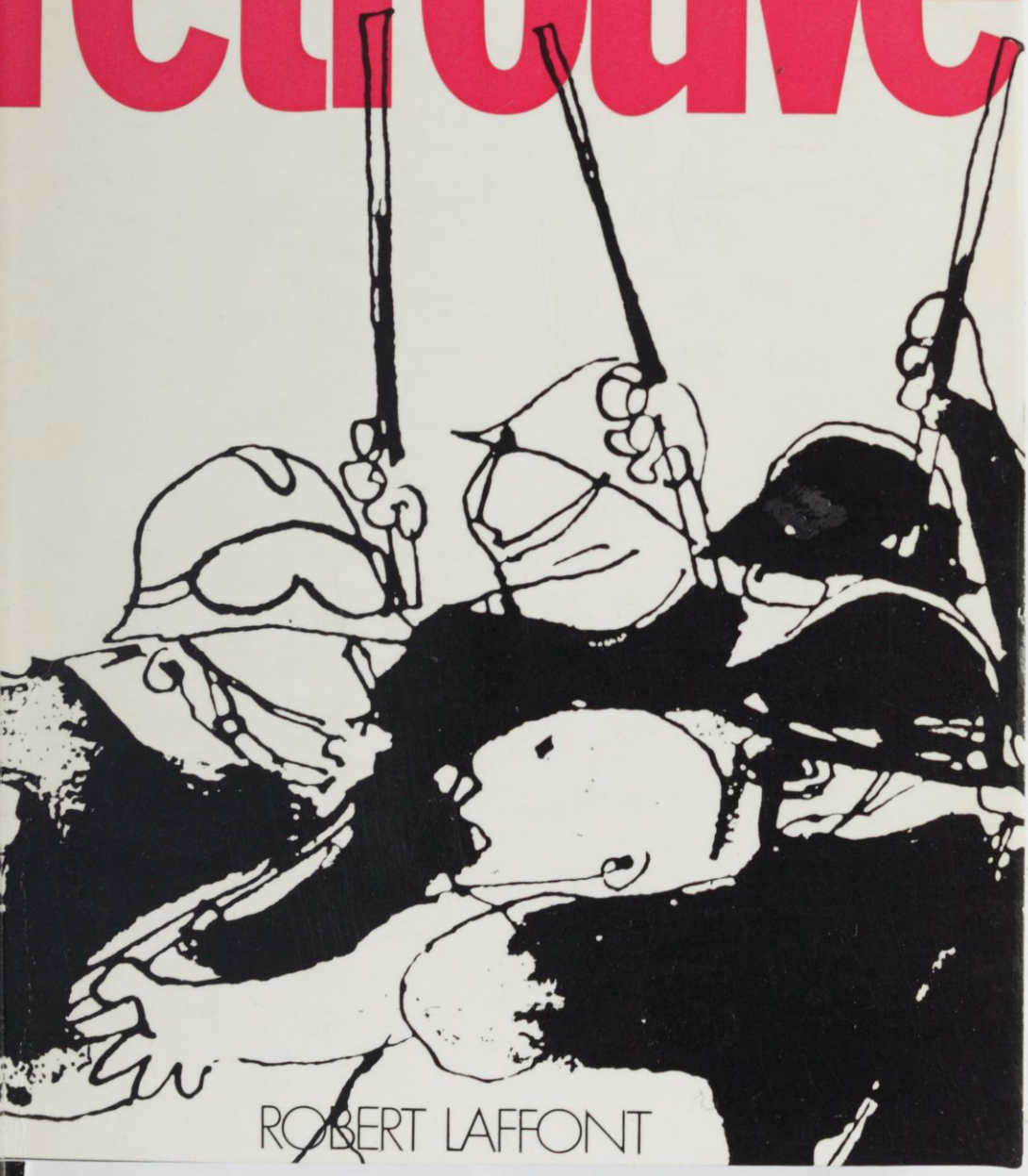
JACQUES BAYNAC

mai retrouvé



ROBERT LAFFONT

ACHEVÉ D'IMPRIMER
LE 18 MARS 1978
SUR LES PRESSES DE
L'IMPRIMERIE HÉRISSEY
A ÉVREUX (EURE)
POUR LES ÉDITIONS
ROBERT LAFFONT

N° d'Éditeur : G. 346
N° d'Imprimeur : 21142
Dépôt légal : 1er trimestre 1978

LE TEMPS DES RÉVÉLATIONS

Collection dirigée par Max Gallo

8° G
20687
(9)

DU MÊME AUTEUR

« De la préhistoire à l'histoire », in *La « bande à Baader »*, Champ Libre, 1972.

Kamo, l'homme de main de Lénine, Fayard, 1972.

Sur 1905, recueil collectif, Champ Libre, 1974.

« Historique cloaque », postface à *Sans patrie ni frontières* de Jan Valtin, J.-C. Lattès et Club Français du Livre, 1975.

La terreur sous Lénine, avec la collaboration d'Alexandre Skirda, Sagittaire, 1975.

Ravachol et ses compagnons, illustrations de Flavio Costantini, Editions du Chêne, 1976.

Le Grand Soir, scénario d'un film réalisé par Francis Reusser et ayant obtenu le Grand prix du Festival de Locarno et le Grand prix du Festival du cinéma d'aujourd'hui, Hyères/Toulon, 1976.

JACQUES BAYNAC

MAI RETROUVÉ

Contribution à l'histoire du mouvement révolutionnaire du 3 mai au 16 juin 1968

ÉDITIONS ROBERT LAFFONT
PARIS

DL-07-04-1978-09320

Si vous désirez être tenu au courant des publications de l'éditeur de cet ouvrage, il vous suffit d'adresser votre carte de visite aux Editions Robert Laffont, Service « Bulletin », 6, place Saint-Sulpice, 75279 Paris Cedex 06. Vous recevrez régulièrement, et sans aucun engagement de votre part, leur bulletin illustré, où, chaque mois, sont présentées les nouveautés que vous trouverez chez votre libraire.

© Éditions Robert Laffont, S.A., 1978

ISSN 0339-4298

A la mémoire de

Haïlée, l'étudiante,
Jean-Louis, l'ouvrier,
Jimmy, le "katangais".

militants de Censier.

« A la fois vivre, être trompé par la vie, vouloir mieux vivre et le pouvoir est infernal. »

René CHAR, *L'âge cassant.*

Sur les pavés, la page...

« L'Histoire de la Commune a été escamotée », dit Michelet pour la Révolution française. « L'histoire de la Commune a été fabriquée par des escamoteurs », renchérit Lissagaray pour 1871. De ce que certains ont appelé la Commune étudiante de Mai 1968, on pourrait dire de même si un siècle de développement économique n'avait considérablement modifié la forme de l'escamotage. « La consommation du mouvement de mai montre avec précision le stade répressif actuel : dans le passé on étouffait la liberté de parole par la censure, aujourd'hui par la prolifération massive » d'ouvrages, constate un tract [1].

La fonction de l'escamotage, elle, n'a toutefois, pas beaucoup varié et c'est ce qu'affirme un autre tract qui accuse les « pisse-copie » de vouloir « rejeter ainsi un soulèvement aussi inquiétant et l'écraser sous une pile de bouquins [2] ». Et, certes, que l'on n'entende rien à l'événement par pénurie de parole ou qu'on soit assourdi par abondance de verbe, le résultat est le même : le sens est enseveli.

Cet enterrement, il serait cependant injuste d'en rendre responsables les seuls fossoyeurs littéraires de Mai, quand, au vrai, chacun y alla de sa pelletée de terre. Car si l'on fut unanime à vivre Mai comme une révolution, chacun ne le fut pas moins à douter de ses sens, pendant, et à refouler, après, l'image de la chimère rencontrée au détour de la rue.

Chimère, Mai l'était bien, avec sa tête d'étudiant à la chevelure léonine et à la bouche crachant des phrases incendiaires, avec son ventre mou prolétarien, avec sa queue de dragon « katangaise ».

---

1. Les notes groupées en fin de texte (p. 247 à 260) sont appelées par des chiffres. Lorsqu'ils sont imprimés en gras, c'est que la note apporte un complément d'information au lecteur; dans le cas contraire, c'est qu'il s'agit seulement d'une indication bibliographique. Enfin, quelques notes qui éclairent le texte, ont été placées en bas de page et sont appelées par un ou plusieurs astérisques.

Mais une chimère se refuse d'instinct. Incongrue, elle est aussi incohérente avec le réel. On s'efforce de se rassurer de tant de monstruosité en prouvant son impossibilité ou en la ramenant à du connu.

Ainsi firent tous ceux dont l'ingénuité n'était pas assez grande pour accepter la réalité dans sa stupéfiante nouveauté.

Mai bafouait tout : les lois de l'Ordre, et, pis, celles du Désordre. L'angoisse y trouvait une source intarissable. De cette pagaille on ne voyait poindre aucun ordre nouveau. Dans cette folie nul ne distinguait le moindre embryon de logique. Et l'origine du chaos baignait dans le mystère puisque la raison elle-même se révélait impuissante à résoudre l'énigme. On discernait bien un spectre furtif, ressemblant à celui annoncé cent vingt ans plus tôt par Marx et Engels, mais, justement, personne n'y croyait plus. Même les professionnels de la révolution restaient incrédules : « C'est incroyable ce qui se passe, c'est incroyable! », murmurait Roland Castro à Daniel Cohn-Bendit au soir du 7 mai [3].

Ce fantôme, il est vrai, avait pris tant de retard sur l'horaire prévu que chacun l'avait cru exorcisé. Le progrès ininterrompu, l'intégration de la classe ouvrière, la dépolitisation de la jeunesse, devaient avoir eu raison de lui. Au pire, des pessimistes l'estimaient relégué dans les pays de pénurie, épouvantail tout juste bon à mettre au labeur les indolents métèques. Or, voici que tel un diable, la révolution faisait irruption au cœur même des pays d'abondance effarés.

Méconnaissable, l'ectoplasme, aux dires des spécialistes qui en avaient tracé un portrait-robot sur la base de ses dernières apparitions en Russie, en Chine et à Cuba. Il charmait des catégories sociales que leur haut niveau de vie aurait normalement dû mettre à l'abri de ses malignités. Il rebutait celles que l'on s'attendait à voir succomber à ses pouvoirs. Il menait un jeu d'enfer sur un terrain inattendu, ignorait superbement les règles du jeu, les lois et les systèmes, visait des objectifs insolites et fluctuants — comme si le mouvement était tout. Il méprisait les frontières. Il oubliait les races. Les sacro-saintes conditions objectives et subjectives, il s'en souciait comme d'une guigne. Il désorientait ses adversaires comme ses partisans. Il échappait à tous les pièges, esquivait tous les enfermements, narguait toutes les autorités, piétinait toutes les valeurs, snobait tous les pouvoirs. Partout la tempête soufflait en un maelström « insaisissable » selon le mot du général de Gaulle. L'Ordre sidéré semblait subitement

devenu cacochyme, presque caduc, empêtré dans ses codes impuissants à juguler des foules qui les oubliaient carrément tant elles vivaient rondement.

Quel règlement opposer à la vie?

Aucun.

Seule la mort.

Mais qui se dévouerait à la donner? Ici on limita les dégâts, on éteignit l'incendie en le noyant dans une marée qu'on savait contrôlable. La solution, c'est au Brésil qu'on l'expérimenta et c'est au Mexique qu'on la crut trouvée. Le 2 octobre 1968, sur une place que l'ironie de l'Histoire avait sans doute de longue main prédestinée à cet usage — puisqu'on l'appelle place des Trois Cultures — l'État mexicain, agissant en quelque sorte au nom des trente États libéraux, fascistes et « socialistes » touchés par la vague subversive, donna la mort à ceux qui réclamaient la vie. Cependant, en massacrant quelques centaines de révolutionnaires modern'style, le Parti Révolutionnaire Institutionnel mexicain liquéfia la révolution plus qu'il ne la liquida. Sous le terrible coup, la vague disparut en effet aussi subitement qu'elle était apparue. Mais elle ne s'évapora pas. Elle changea de forme. Molécule par molécule, elle s'infiltra dans les profondeurs sociales, par tous les pores, toutes les failles, tous les interstices.

En surface, les grands requins politiques sentirent bientôt le sable racler leurs ventres. Telles des mines sous-marines ancrées sur les hauts-fonds, les idées de Mai attendent qu'ils les frôlent pour éclater. « Je crois, disait Tocqueville en 1848, à la Chambre, que nous nous endormons à l'heure qu'il est sur le volcan. »

Une décennie après Mai, les sociétés développées puent. Si se gangrènent chaque jour davantage leurs valeurs, c'est que *la* valeur se décompose. La mort est désormais partout, donc nulle part. Jamais en conséquence, le désir de vivre ne fut si fort, ni sa réalisation si possible. Et cependant, dix années après Mai, tout est pareil et tout est différent. Tout est différent parce que l'on sait la révolution possible; tout est pareil parce que l'on ne sait toujours pas comment la faire.

Si l'on ignore comment faire, c'est que dans le fouillis de l'événement nul n'a su voir le germe d'une nouvelle rationalité. Obnubilés par les aspects spectaculaires, les observateurs les mieux intentionnés n'ont pas découvert le lieu où se lisait à livre ouvert que Mai était d'abord la révolution dans la révolution.

Ce lieu, je l'ai moi-même longtemps cherché. Comme beaucoup, j'étais loin d'avoir sur-le-champ mesuré et jaugé ce que je vivais. L'Histoire, celle qu'on écrit avec une majuscule, je croyais qu'elle se faisait dans la froide conscience et dans la rigueur. Or, nous avions tellement plané et si peu planifié que j'inclinais à croire que nous avions moins fait de l'histoire que des histoires. Tenir la jouissance pour attribut et moteur de l'historique était impossible à qui sortait à peine, et non sans mal, de la conception léniniste de la révolution comprise comme ascèse individuelle et rédemption collective.

Il me fallut longtemps pour reconnaître que ce n'était pas s'abandonner aux plaisirs solitaires de l'ancien combattant que d'admettre la production subversive de l'annexe Censier de la faculté des lettres de la Sorbonne comme unique dans le mouvement de 1968. Nulle part ailleurs, jamais depuis, ne fut nouée aussi solidement l'alliance, ou plutôt *l'alliage*, entre mouvement « étudiant » et mouvement ouvrier. Là, étudiants, intellectuels, marginaux, ouvriers, employés, techniciens, cadres, chômeurs, artistes, paysans, aventuriers, Parisiens, provinciaux, étrangers, hommes et femmes, jeunes et vieux, engendrèrent un être vivant, différencié et pourtant organisé. Son efficacité pratique ne dut rien aux méthodes traditionnelles d'organisation et sa cohérence théorique pas grand-chose aux schémas courants de pensée.

Presque tous les auteurs de livres sérieux sur Mai savent qu'à Censier s'est incarnée une *différance*, pour reprendre l'heureuse orthographe proposée par Jacques Derrida dans son *Marges de la philosophie*. Mais aucun ne sait laquelle.

L'Italien Lucio Magri, dans le meilleur essai néo-léniniste [4] sur Mai, la croit idéologique : « Il serait injuste et inexact, écrit-il, de ne pas reconnaître qu'une partie au moins de l'avant-garde étudiante était consciente de la nécessité d'accomplir ce cheminement. Un document des étudiants de Censier, par exemple... » L'Anglais Daniel Singer, journaliste à l'*Economist* et sympathisant du luxembourgisme, l'attribue à la pratique : « Les comités d'action travailleur-étudiant (dont) le quartier général (était) à Censier (avaient) la tâche spécifique de resserrer les liens entre l'université et les usines [5]. » L'Américain Murray Bookchin, l'un des principaux théoriciens de l'écologie révolutionnaire, voit plus clairement les choses : « Les travailleurs qui venaient aux Comités d'action à Censier cessaient du coup d'être des travailleurs. Ils devenaient des révolutionnaires. » Et il ajoute : « Ce qui manquait à la révolte, c'était un mouvement qui

puisse développer cette *conscientisation* chez les travailleurs. Un tel mouvement aurait dû être anarchique, semblable en cela au Mouvement du 22 mars ou aux comités d'action de Censier [6]. » Quant aux auteurs français, il semble qu'aucun ne se soit résolu à mettre un point final à son manuscrit sans faire à Censier au moins une allusion aussi lourde de sens qu'imprécise.

Pour ce qui est des journaux, même discrétion. *Le Monde*, pour ne citer que le plus important des quotidiens, évoque trois fois Censier (les 25 et 29 mai, puis le 6 juin), avant de lui consacrer quelques colonnes, les 6 et 12 juillet, à propos de son évacuation et de l'assassinat de Jimmy, ancien responsable du Service d'ordre. *Le Nouvel Observateur*, lui, dans son numéro du 26 juin au 2 juillet, publie un article sur les crèches de Censier et de la Sorbonne. Si l'on ajoute à cela l'article d'*Action* (nº 2, 13 mai) relatif à l'occupation de Censier, l'article « The Censier Revolutionaries » publié par *Solidarity* (*Pamphlet* nº 30) en Angleterre, la brochure intitulée *Worker-student action committees — France May'68*, publiée par Black and Red en 1969 à Kalamazoo (Michigan), l'article « Thesen über den Mai 1968 » dans la revue *Dinge der Zeit* (nº 34, mars 1969), on aura à peu près fait le tour de la documentation publique accessible, compte non tenu des divers recueils de tracts et documents dans lesquels ont été insérées nombre de pièces produites à Censier qui, bien souvent, sont attribuées à d'autres sources.

La maigreur de l'information concernant Censier ne tient à aucun ostracisme particulier des médias. C'est au contraire la méfiance à leur égard des « militants » de Censier qui explique leur silence. Dès les premiers jours fut en effet prise la décision d'interdire l'entrée aux journalistes et aux « touristes », comme on disait alors pour désigner ces hordes de curieux qui paralysaient le travail et faisaient par leur seule présence courir les risques du sensationalisme, du vedettariat et de la récupération. Cette décision répondait au vœu de tous. Elle fut appliquée. Ainsi furent éconduites une équipe de *France-Soir* et des personnalités telles que le cinéaste William Klein ou l'écrivain Jean Genêt.

Dix années ont passé. Fallait-il continuer à se taire? Fallait-il parler? Les anciens de Censier rencontrés et interviewés [7] ont comme moi cru venue l'heure de rompre le silence. Il allait désormais à l'encontre des buts alors visés. Maintenir le « black-out » n'occultait pas seulement un aspect du mouvement, mais rendait aussi impossible aux mieux intentionnés de comprendre l'ensemble. D'un autre côté,

parler n'allait pas de soi, bien que rien de honteux, rien de particulièrement répréhensible fût à cacher. Or, on ne se tait pas si longtemps et si unanimement sans raison.

Sans doute cela tient-il à ce que l'action de Censier fut essentiellement d'ordre *poétique*. Non pas dans le plaisir mais dans la jouissance tout s'était échangé. Il n'y avait pas de reste. Tout était consommé. C'était donc sans *valeur*. Ni économie ni pouvoir n'en pouvaient naître. Mais comme tout ne s'était pas consumé dans cette apocalypse de feu dont certains rêvèrent un instant, dans l'anneau de Moebius [8] nous restâmes pris. Et avec le temps s'inversèrent les signes. La non-valeur devint la valeur. Du rien, le tout s'engendra irrésistiblement. Contraignant à l'assumer, c'est-à-dire à mourir un peu.

PREMIÈRE PARTIE

LE MOUVEMENT ÉTUDIANT

En France, le petit-bourgeois fait ce que, normalement, devrait faire le bourgeois industriel ; l'ouvrier fait ce qui, normalement, serait la tâche du petit-bourgeois et la tâche de l'ouvrier, qui l'accomplit ? Personne. On ne la résout pas, en France : en France on la proclame.

Karl MARX
Les luttes de classes en France

L'ÉTAT ET LA RÉVOLUTION

1

Un bon soleil de printemps éclaire la Montagne Sainte-Geneviève. Frais comme une piquette tout juste tirée du tonneau, un petit vent coule dans les rues étroites qui dévalent de la place de la Contrescarpe à la Seine en passant par la place de la Sorbonne. Il y fait si tendre que l'on oublierait presque les déjections d'une armada automobile. Elles suffoquent la ville. Aux terrasses des bistrots, les étudiantes montrent des épaules encore pâlichonnes d'un hiver triste. De rares chevelus économisent leurs Gauloises et font traîner leurs cafés. La guerre d'Algérie est finie depuis six ans. Le monde est aussi gris que *Le Monde*. On vivote dans une liberté fadasse. On étouffe sans oser se le dire. Et l'on ignore qu'on ne respire jamais mieux qu'au cœur d'une nappe de gaz lacrymogènes.

A midi, ni l'État ni la Révolution n'imaginent que de tant de passivité va bondir tant de passion.

Le premier, qu'incarne depuis dix ans le général de Gaulle, semble invincible tant sa légitimité est au fond unanimement admise, tant sa volonté s'est toujours montrée inébranlable, tant sa puissance est formidable.

La seconde est sans visage, sans passé, sans troupe, sans plan, sans force, sans arme.

Croit-on...

2

« Au milieu de tant de pays secoués par tant de saccades, notre pays continuera à donner l'exemple de l'efficacité dans la conduite de ses affaires », a déclaré le chef de l'État, le 31 décembre 1967, en présentant ses vœux à la nation.

Quatre mois plus tard, rien n'infirme son propos.

La France est plus solide que jamais. Son crédit politique et économique est gigantesque. Un stock d'or de vingt-cinq milliards de francs dort dans les coffres de la Banque de France. On en profite pour faire des crocs-en-jambe au dollar. Certains cambistes rechignent même à l'acheter.

A l'intérieur, tout indique que les 7 p. cent de croissance prévus par le Plan seront atteints. Grâce à quoi et à la faible inflation enregistrée au premier trimestre — de l'ordre de 0,1 p. cent mensuellement [1] — on peut espérer que le dégonflement du chômage, en augmentation de 25 p. cent par rapport à l'année précédente à cause d'une petite récession, suivra la tendance qui a déjà ramené de 271 722 personnes en janvier à 250 585 en avril le nombre des demandeurs d'emploi. De même, tout permet de penser que la reprise de l'expansion aura raison des conflits du travail, eux aussi en nette progression par rapport aux années précédentes. Quelques mesures sociales et politiques habiles mettront, en attendant, du baume sur les plaies.

Le 1er mai, pour la première fois depuis 1953, la préfecture de Police n'interdit pas le défilé qui, de la République à la Bastille, permet aux exploités de célébrer ce qui les opprime. Maurice Grimaud, préfet de Police et homme de bonne compagnie dont la carrière au service de l'État doit beaucoup à François Mitterrand, a seulement « formellement déconseillé [2] » la manifestation. Sa magnanimité est récompensée. En l'absence de la C.F.D.T., la procession est un succès. En guise de cantiques, on chante, sur l'air d'*Il était un petit navire*, « Pompidou navigue sur nos sous ». C'est bon enfant et ça défoule sans risque **(3)**. Seul incident, un petit groupe d'anarchistes et de « gauchistes » est brutalement éjecté des rangs prolétariens, aux cris de : « Les fils à papa au boulot! » Maurice Grimaud vient de remporter un joli succès. Le sale « boulot », c'est la C.G.T. qui s'en est chargé. Les « gauchistes » sont isolés.

Le lendemain, l'Assemblée nationale siège. A l'unanimité elle adopte un projet de loi généralisant la quatrième semaine de congés

payés pour les salariés. La grande ombre de 1936 passe comme un ange et chaque représentant du Peuple se dit sans doute qu'il vient de faire là une bonne action. Ses électeurs s'en souviendront en 1972. L'échéance électorale est lointaine, mais on n'y pense jamais assez tôt.

Quant à la politique internationale, le général de Gaulle a, ce 3 mai, toutes raisons d'en être aussi satisfait que de cette intendance qu'on le soupçonne de mépriser. A tort, car il s'en occupe encore en faisant de la grande politique. La preuve : on signe ce jour à Paris un accord avec l'U.R.S.S. On lui vendra, dans les cinq mois à venir, deux millions de paires de chaussures. Certes, *Le Canard Enchaîné* risque de ricaner que les « godillots » du Général sont vendus à Moscou, mais des sarcasmes, on en a essuyé de pires.

Cependant, la grande nouvelle du jour, le Président est encore presque seul à la connaître. Dans quelques heures, on annoncera officiellement que Paris a été choisi comme lieu de négociations entre Américains et Vietnamiens. Le prestige, la grandeur de la France en seront rehaussés et la justesse de sa politique mondiale y trouvera une heureuse sanction. Un millier de journalistes déferleront du monde entier sur la capitale gaulliste. Il convient de faire en sorte que ces gens n'aient pas l'occasion de remarquer de vilaines ombres dans un tableau idyllique. Aussi, le 1er mai, lors de la traditionnelle remise du muguet au Président par les « forts des Halles », le Général a-t-il glissé à son ministre de l'Intérieur, Christian Fouchet : « Il faut en finir avec ces incidents de Nanterre [4]. »

Mais comment venir à bout d'une poignée d'enragés qui sèment depuis quelque temps une pagaille croissante sur un campus désolé? Déjà, les 29 et 30 mars dernier, il a fallu fermer la faculté. Et voilà qu'il faut recommencer, en dépit des ordres du chef de l'État. Hier soir, le doyen Pierre Grappin, un homme de gauche pourtant, n'a pu que décider une nouvelle fermeture à partir de ce matin, 3 mai. « Les libertés d'expression et de travail sont constamment bafouées », écrit-il dans un communiqué qui n'a d'autre résultat pratique que d'empêcher toute expression et tout travail [5]. Quant aux enragés, on les traduira en Conseil de discipline, lundi prochain, 6 mai. Ainsi, force restera à la loi. Il n'est toutefois pas certain que le chef de l'État en soit, au fond de lui, très satisfait. « Je ne respecte que ceux qui me résistent, mais je ne peux pas les supporter », a-t-il déclaré un jour [6].

Ceux qui font l'opinion publique éprouvent apparemment moins de scrupules. De tous côtés tombent les remontrances et les accusations. Le moins rude est encore Robert Escarpit qui, dans

Le Monde à paraître tout à l'heure, écrit : « Rien n'est plus conformiste que la pseudo-colère d'un casseur de carreaux (...) A vrai dire, ce sont les jeunes gens en colère qui font les meilleurs mandarins. »

L'ironie et l'humour ne sont pas le fort du Parti communiste. Ce matin, *L'Humanité* a imprimé la prose d'un certain Georges Marchais, membre du secrétariat du Parti. « Les pseudo-révolutionnaires de Nanterre et d'ailleurs auront beau faire, ils ne changeront rien à cette réalité historique. » L'ère du pseudo-pseudo vient de commencer à l'échelle d'un pays. Mais une petite phrase du même auteur dresse instantanément contre les communistes tous ceux qui la lisent en milieu étudiant et révolutionnaire. « Malgré leurs contradictions, ces groupuscules — quelques centaines d'étudiants — se sont unifiés dans ce qu'ils appellent le « Mouvement du 22 mars Nanterre » dirigé par l'anarchiste allemand Cohn-Bendit. » De même l'auteur dénonce-t-il le philosophe « allemand » Herbert Marcuse. Un nationalisme si intransigeant a déjà de quoi choquer venant du porte-parole d'un parti en principe internationaliste. Mais il est carrément déplacé dans la bouche d'un homme à qui, on le sait maintenant [7], l'idée n'est même pas venue, pendant la dernière guerre, de se soustraire au travail forcé en Allemagne nazie quand des dizaines de milliers de ses compatriotes l'ont eue. Néanmoins, il faut rendre cette justice à Georges Marchais que de tous les politiciens, il est le seul à flairer ce jour-là un énorme danger. Il devine qu'à Nanterre la gauche comme la droite sont mises en péril par la contestation des principes fondamentaux du jeu politique.

La politique, le général de Gaulle sait bien qu'elle englobe tout. Songeant à Nanterre, il se dit sans aucun doute que, plus que le problème universitaire, c'est tout le problème de la Culture qui est posé. Impossible de ne pas rapprocher les événements universitaires de la petite fronde qui, en février, a fait bouillonner deux ou trois jours le monde intellectuel opposé à l'éviction de Henri Langlois, le directeur de la Cinémathèque. Il n'est jamais bon d'abattre les matraques sur l'intelligentsia : elle a trop de mémoire. Aussi de Gaulle bougonne-t-il à nouveau qu'il faut réformer l'Université **(8)** et caresser la Culture dans le sens du poil. Comme il ne peut agir ces temps-ci sur la première sans paraître céder à un quarteron de futurs réformés, il se résout à prouver à la Culture qu'il ne la dédaigne pas. Il l'invite à déjeuner en son palais de l'Élysée. Au sortir des agapes officielles, le plus éminent des hôtes du Président déclare : « Le Général nous a reçus en famille. Nous avons parlé de tout [9]. » C'est Fernandel.

3

Pendant ce temps, dans la cour de la Sorbonne, devant une maigre assistance représentant à peine 0,4 p. cent de la population étudiante parisienne **(10)** se déroule un meeting de protestation contre la fermeture de Nanterre et de soutien aux militants de cette faculté traduits devant le Conseil (de discipline) de l'Université. Quatre cents spectateurs, dont près de la moitié venus de Nanterre, regardent d'un œil morne les leaders des groupuscules révolutionnaires faire leurs habituels numéros.

« Bla, bla, bla, révolution mondiale », déclare Henri Weber. Il parle au nom de la Jeunesse Communiste Révolutionnaire (J.C.R.), une organisation fondée deux ans auparavant. Il la dirige avec Alain Krivine. Ils cachent leur appartenance à la Section Française de la Quatrième Internationale, puissante organisation trotskiste de moins d'une centaine de membres.

« Bla, bla, bla, classe ouvrière », renchérit de Bresson, leader, malgré sa particule, d'une bande trotskiste rivale qui affectionne le déguisement supposé prolétarien, blouson de cuir et manières grossières. Il opère aujourd'hui sous l'une de ses innombrables « casquettes », celle de la Fédération des Étudiants Révolutionnaires (F.E.R.), appendice étudiant de l'Organisation Communiste Internationale (O.C.I.).

« Bla, bla, bla, syndicat, continue un inconnu, joli garçon au demeurant.

— Qui c'est celui-là? s'enquiert ma voisine.

— C'est rien. Sauvageot... »

Jacques Sauvageot a vingt-cinq ans. Membre du P.S.U. et quoique fort inexpérimenté en politique, il vient d'hériter du premier rôle à l'Union Nationale des Étudiants de France (U.N.E.F.). Son président, Michel Perraud, a démissionné le 14 avril — ce dont il se félicite encore aujourd'hui. Le vice-président Sauvageot fait donc fonction de président d'une organisation en pleine déconfiture. Alors qu'en 1962, à la fin de la guerre d'Algérie, 60 p. cent des trois cent mille étudiants français possédaient la carte de ce drôle de syndicat toujours tenté de jouer un rôle politique, en 1968 il ne représente plus que 7 p. cent du demi-million d'élèves de l'enseignement supérieur. A quoi s'ajoutent des finances en faillite, des luttes politiques

féroces entre « majo » et « mino », sans parler de celles internes à chaque camp. En un mot, l'U.N.E.F. n'est plus qu'un sigle vide de contenu. Et c'est curieusement ce vide qui fera sa force au long des semaines à venir, les masses révoltées accordant, par refus du politique, à cette étiquette en principe apolitique, une confiance plus grande qu'aux organisations, révolutionnaires ou non.

A 13 heures, les bonnes paroles ont laissé sur sa faim le maigre auditoire. Il se disperse en direction des restaurants universitaires. On y mange nettement moins bien qu'à l'Élysée, mais on y rameutera des troupes fraîches pour le nouveau spectacle de 14 heures. A l'heure dite, il n'y a guère plus de monde, mais il y a du nouveau, plaisant et inquiétant.

Le plaisant, c'est comme toujours depuis quelque temps, à Daniel Cohn-Bendit qu'on le doit. Il a vingt-trois ans, déjà quelques kilos superflus sous une sage chevelure rousse. Surtout, il a la « grâce » du stratège-né. Et il sait dire à voix haute en termes simples ce que personne n'ose confusément penser. Lorsqu'il prend le micro, on sait d'avance qu'il va se passer quelque chose. La plupart des participants sont là dans cet espoir : Dany trouvera encore un « truc ».

A quelques pas traîne un représentant de l'Union des Étudiants Communistes (U.E.C.), organisme squelettique qui ne peut même plus être appelé groupuscule depuis qu'en 1965 ses meilleurs militants ont refusé de suivre la politique de soutien à François Mitterrand. Au candidat unique de la gauche à l'élection présidentielle, on ne pardonnait pas d'avoir déclaré, en 1954 et en tant que ministre de l'Intérieur : « L'Algérie c'est la France (...) la seule négociation c'est la guerre. »

Cohn-Bendit apostrophe l'étudiant communiste et lui tend le micro :

— Êtes-vous d'accord avec l'article de Marchais?

Le malheureux n'ignore pas que devant un tel auditoire il marche au martyre. Mais il y va. Sous les lazzi, il approuve son chef. A partir de cet instant, l'influence du Parti communiste et de ses militants étudiants est anéantie. Pire, ils sont devenus des ennemis. Ils disparaissent alors qu'un bruit commence à courir : « Les « fachos » d'Occident vont attaquer le meeting! »

Effectivement, les extrémistes nationalistes ont distribué un tract intitulé : « Tous unis contre la racaille » qui affirmait : « Désormais tous les moyens sont bons. Partout où elle se trouve le mouvement Occident écrasera la vermine bolchevique (...) les jeunes excités pro-

chinois ou anarcho-trotskistes ne transformeront pas Paris en Berlin. »

La menace est rendue crédible par le fait que, la veille, un local occupé par la Fédération des Groupes d'Études de Lettres (F.G.E.L.), appendice plus ou moins dissident de l'U.N.E.F. et qui opère depuis quelque temps dans un sens voisin de celui des Nanterrois sous le nom de Mouvement d'Action Universitaire (M.A.U.), a été victime d'un incendie criminel attribué à Occident. D'autre part, des étudiants arrivent à la Sorbonne, signalant qu'au bas du boulevard Saint-Michel, cent à deux cents « fafs » (fascistes) se regroupent. « La J.C.R. et l'U.J.C.m-l (Union des Jeunesses Communistes marxistes-léninistes, groupuscule maoïste) décident la mobilisation de tout leur service d'ordre dans la Sorbonne, non pas pour l'occuper ni pour empêcher les cours (...) mais pour protéger la Faculté », racontera plus tard Alain Krivine [11].

En réalité, Occident n'a pas l'intention d'attaquer. Le secrétaire général de ce mouvement déclarera : « Nous ne voulions pas l'affrontement et nous nous sommes dirigés vers le Luxembourg sans tenter le moins du monde d'entrer dans la cour. Or, un de mes amis, qui se trouvait au bas de la rue des Écoles, entendit un policier dire à un de ses collègues : « Ça y est, ils y sont, on peut foncer. » Je pense qu'il croyait de bonne foi que nous allions à l'assaut des bolchos et qu'il avait enfin la possibilité de coincer tout le monde à l'intérieur et de taper, sans distinction de race ou de religion [12]. »

Quoi qu'il en soit des rêves policiers, le fait est que la paranoïa militariste des maoïstes, qui avait déjà abouti à faire de Nanterre un camp retranché à la vietnamienne, ajoutée au délire des gros-bras trotskistes qui pour rien au monde ne veulent passer pour moins courageux que leurs rivaux pro-chinois, trouve en ces circonstances une occasion idéale de se manifester. En un rien de temps, nombre de militants s'arment, qui d'un pied de chaise ou de table, qui de pierres ramassées dans un couloir où des travaux de terrassement ont lieu. Voyant cela, la direction de la Faculté s'affole et d'autant plus que l'atmosphère hystérique créée par les membres des services d'ordre gagne les autres étudiants.

Jusqu'alors, ceux-ci ont improvisé un « sit-in » dans lequel deux thèmes sont débattus. Comment lier l'action universitaire aux luttes ouvrières? Personne n'en a la moindre idée, mais tout le monde ne rêve que du prolétariat. Comment lutter contre la répression policière? Pour l'instant, la question est, ici, purement académique, mais les paniquards militants vont — sans le vouloir — l'inscrire à l'ordre

du jour. Alors que Sauvageot et Odent, du Syndicat National de l'Enseignement Supérieur (S.N.E. Sup), s'emploient à rassurer les autorités de la Sorbonne en leur déclarant : « C'est un meeting banal. Laissez-le se terminer et ça n'ira pas plus loin [13] », les préparatifs guerriers s'accélèrent. Les services d'ordre se massent aux portes, ils affichent des airs féroces. Les autorités réagissent par la décision, prise à 15 heures, de fermer les portes des amphithéâtres et des salles. Une heure plus tard, le recteur Jean Roche annule les cours et demande aux étudiants d'évacuer les lieux. Les occupants de la cour refusent d'en sortir. Le recteur, couvert par Alain Peyrefitte, ministre de l'Éducation nationale, demande alors, par écrit, à la police de « rétablir l'ordre en expulsant les perturbateurs ». Un quart d'heure après, les cars de police cernent déjà la Sorbonne et l'isolent du reste du monde. On peut encore en sortir librement mais y entrer n'est plus possible que par la porte, oubliée, de la rue Cujas. C'est par elle qu'avec Jean Lancelot je reviens dans la Sorbonne, quittée une heure plus tôt.

4

A vingt-six ans, Jean Lancelot est un solide gaillard brun d'un bon mètre quatre-vingts. Licencié ès sociologie, il vivote d'enquêtes de consommation. Une opportune réforme a libéré des obligations militaires ce baroudeur du Quartier latin. Tout au long d'études rendues difficiles par la misère des bourses, il a été l'un des piliers du Service d'Ordre étudiant (S.O.) dirigé par Pierre Goldmann et Rémy. Composé de militants révolutionnaires de diverses tendances, le S.O. a pour fonction de livrer, chaque année, la petite guerre qui tranchera qui, des « fachos » ou des « bolchos », régnera sur le Quartier latin. Régulièrement, en novembre, les fascistes remportent la première manche. Non moins régulièrement les révolutionnaires reprennent l'entraînement en se faisant la main sur les malheureux royalistes de l'Action française qui, en vrais gentlemen, se font casser la figure stoïquement. Puis c'est aux militants d'Occident, de vrais durs ceux-là, qu'il faut régler leur compte. En général, fin décembre, après de durs combats au manche de pioche, à la barre de fer et au karaté, la contre-révolution est écrasée.

Mais Lancelot n'est pas qu'un bagarreur enrôlé par hasard du côté révolutionnaire. C'est aussi un intellectuel, sensible à l'air du

temps et à l'impasse dans laquelle la révolution est embourbée. L'année précédente, avec une dizaine d'amis de toutes tendances, nous avions formé un cercle de réflexion politique. Afin de permettre à chacun de s'exprimer, il avait été décidé d'écrire individuellement un texte exposant les préoccupations et idées de chacun. Presque tous avaient osé se dévoiler, et Jean Lancelot était de ceux-là. Dans sa « Lettre pour moi au groupe », il écrivait notamment : « Pourquoi sommes-nous ensemble? Parce qu'une volonté nous anime : celle d'être révolutionnaires, celle de promouvoir un ordre nouveau libérateur (...) Le problème théorique principal est celui de l'autonomie du prolétariat. (Il) se ramène à celui du rôle et de la place des intellectuels révolutionnaires[14]. »

Cette problématique, Lancelot et moi sommes loin de penser, en arpentant les couloirs de la Sorbonne, que l'heure est venue de la vivre à grande échelle. Nous espérons seulement une occasion de nous défouler d'un hiver particulièrement pénible, d'une tension nerveuse qui nous accable depuis des mois et nous a jetés dans des fêtes de plus en plus destructrices, comme celle qui, en février, s'était achevée rue Croulebarbe par la construction d'une barricade.

Dans la cour de la Sorbonne règne un peu la même atmosphère. Une tension faite de peur et d'envie que ça craque enfin. Qu'il se passe quelque chose d'inouï, d'irrémédiable. Qu'on se sente vivre, même s'il faut prendre des coups.

A Lancelot l'expérience conseille de repérer immédiatement une voie de retraite. Il retourne à la porte de la rue Cujas, bloque le dispositif de fermeture automatique, fait le tour des salles donnant sur la rue Saint-Jacques, ouvre les fenêtres par lesquelles, le cas échéant, on pourra s'enfuir. Puis il regagne la cour, quand, soudain, un mur de dos noirs lui barre le chemin. Les policiers entrent par la rue des Écoles. Sous l'œil attentif des autorités universitaires au grand complet. « Salauds! », leur crie Lancelot, naïvement outré que ces hommes laissent violer sans mot dire l'enceinte universitaire. Puis il se précipite vers l'extérieur, bien décidé à ameuter les étudiants. Il sera le premier à annoncer la nouvelle de l'entrée de la police, et le premier à lancer des slogans hostiles aux forces de l'ordre.

Pendant ce temps, dans la cour, j'ai retrouvé Élisabeth Brünner. Avec ses yeux aussi blonds que ses cheveux, et son ensemble de coton orange. Elle a vingt-six ans, prépare une licence d'histoire. Également salariée comme professeur dans un collège d'enseignement technique, elle s'efforce d'inculquer l'anglais à de futurs chômeurs et O.S. Révol-

tée contre son milieu bourgeois, elle a aussi participé à notre petit groupe de recherches. Mais le savoir et l'assurance des militants que nous sommes, malgré tout, malgré nous, l'a terrorisée au point de l'empêcher d'écrire un texte. Notre savoir écrase son vécu.

Nous sommes côte à côte lorsque cesse brusquement le brouhaha. Un silence de mort s'abat sur les quatre cents étudiants. Par les arcades du fond de la cour s'écoule une masse compacte, noire. Quelques taches blanchâtres indiquent des visages masqués par des lunettes de motocyclistes, des mains serrant des matraques énormes, des crosses de mousquetons. Personne ne bouge. Personne ne dit mot. La stupéfaction est totale. On attendait Occident. C'est la police. Toutes les polices : des Gardes Mobiles, des C.R.S., des Brigades d'Intervention. L'œcuménisme flic. Dans toutes les têtes s'impose la même image. L'Ordre Noir, l'Ordre S.S. est là. On ne peut pas ne pas y penser. Il y a une ambiance de Moyen Age, de chevaliers teutoniques, peut-être due à l'exhibition nouvelle de boucliers. Dans un silence à hurler, on sent les assiégés se recroqueviller. On croit entendre les corps se froisser comme du papier. Et puis, lentement, toujours sans une parole, quelqu'un fait un pas, un autre, en direction de la balustrade, abri dérisoire, qui barre la cour devant la chapelle. Maintenant on entend des bruits bizarres. Les pierres, les matraques, les ferrailles tombent des mains. Les policiers avancent. Ils s'arrêtent à vingt mètres. Quelques conciliabules se nouent entre gens que des rivalités politiques mortelles séparent depuis des années. Ceux de Nanterre parlent de monter dans les étages. Un « fort Chabrol »? Mais déjà nos « leaders » s'avancent vers les chefs policiers. Alain Krivine pour la J.C.R., Claude Chisseray et Charles Berg pour la F.E.R., Jacques Sauvageot pour l'U.N.E.F. et peut-être encore un ou deux autres dialoguent dans le *no man's land.* Puis ils annoncent rapidement, sans qu'il y ait eu réelle négociation : « Il faut se regrouper sous le porche donnant rue de la Sorbonne. La police va nous faire sortir. Pas de provocation! »

A peine sommes-nous rassemblés que les policiers font mouvement. Ils nous encerclent de plusieurs rangs. On est comprimés comme dans le métro à 18 heures. On sue de chaleur et de peur. On étouffe de colère et de rage.

Dans la cour, des tracts, bribes d'idéologie, volètent dans le vide.

Par une porte dérobée, Clovisse Versa, un ancien instituteur cannois, surréaliste par surcroît, parvient à s'esquiver. Il sera l'un des

rares J.C.R. à passer à l'action dans la rue. Pour l'instant, les cris étouffés qui nous parviennent du boulevard Saint-Michel sont poussés, personne n'en doute, par les « fachos » d'Occident que contient cette brave police. Des bruits courent : « Les flics vont nous escorter jusqu'au métro. » Les chefs gauchistes ne démentent pas. Ils sont « blêmes »[15]. Et Dany Cohn-Bendit, que j'aperçois à travers une forêt de têtes, n'en mène pas large non plus. D'ailleurs nos fantasmes prennent corps. Les dirigeants se font les porte-parole de la police. Ils annoncent qu'elle demande aux nombreuses jeunes filles présentes de sortir. Elles sont libres. Élisabeth Brünner rechigne à partir. Elle se voit déjà martyre.

« Va, lui dis-je. Profites-en. Tu vois bien que ces lâches (Du regard je désigne les dirigeants des groupuscules.) nous ont trahis. On est bons pour une nuit au poste et une vérification d'identité. »

A quelques exceptions près toutes les filles sortent. Elles rejoignent la petite foule qui, boulevard Saint-Michel, s'agite en criant déjà : « Libérez nos camarades. »

Il est 17 h 10 lorsque les policiers nous enjoignent de gagner la rue de la Sorbonne. Un double cordon de gardiens de la paix canalise les cinquante premiers militants. Je suis le mouvement. Sur la place de la Sorbonne, des « paniers à salade » attendent, portes ouvertes. En passant entre les policiers, on pense irrésistiblement à cette scène de *Pour qui sonne le glas?* où l'on voit des républicains espagnols sautant dans le vide du haut d'un pont après avoir couru entre deux rangées de fascistes armés de fléaux. La peur aveugle les militants. Aucun dirigeant n'est là pour les rassurer. Restés à l'arrière, ils ne seront embarqués que vers 20 heures. Comme toujours, la chair à canon est devant, les états-majors à l'abri.

Personne ne semble comprendre que sur le boulevard ce sont les nôtres qui s'égosillent. Entre eux et nous, à peine cent mètres et une seule rangée d'agents en pèlerine.

A côté de moi, deux Nanterrois du « 22 mars », le mouvement de Cohn-Bendit. Je ne les connais pas. En face, deux pandores discutent sans tenir la distance réglementaire.

« Vous avez vu? dis-je à mes deux voisins. On peut passer en les bousculant. A plusieurs, ils ne nous rattraperont pas. On y va? »

D'un signe de tête ils signifient leur accord.

« A trois, on fonce. Un, deux, trois... »

Il est 17 h 15. Je me lance de toutes mes forces, percute les deux agents, cours à perdre haleine, persuadé que mes acolytes, et d'autres